



Etienne François et Thomas Serrier (dir.), *Europa. Notre histoire*, Paris, Les Arènes, 2017, 1385p. ISBN 78-2352046035. 39 €. *Version abrégée en collection de poche* : Paris, Flammarion, 2019, 978-2081479401. 14 €

Christophe Charle et Daniel Roche (dir.). *L'Europe. Encyclopédie historique*, Arles, Actes Sud, 2018, 2398 p. ISBN 978-2330106430, 59 €.

Nous vivons l'époque numérique, celle de l'information immédiatement disponible sur l'ordinateur et sur le téléphone portable « intelligent », notamment dans des encyclopédies numériques sans cesse mises à jour par une grande collectivité. L'époque des encyclopédies imprimées et autres lourds ouvrages en un ou plusieurs volumes, expression pour ainsi dire immobile de l'état du savoir des auteurs à un instant donné, n'est-elle pas passée ? Par ailleurs, on ne peut que se féliciter du fait que notre continent inspire autant de publications de toutes sortes – et donc aussi de gros ouvrages collectifs sur son histoire. Ici, on pense dès le départ au grand créateur de concept, à savoir l'historien Pierre Nora qui en forgeant l'expression « lieu de mémoire » a opéré une révolution dans le monde de l'édition d'histoire : ce concept a été repris, critiqué, imité un nombre incalculable de fois dans un grand nombre de langues, alors qu'en réalité il « colle » à l'histoire de France, un pays qui s'est construit pas à pas sur des territoires très variés sur tous les plans, traversant épreuves, évolutions et révolutions, pour aboutir à une « conscience de soi » ou à une « certaine idée » elle-même difficile à définir, tant elle n'a de commun, dans les millions d'individus concernés, que celle d'être l'idée d'un pays et d'une collectivité qui partagent la même histoire et qui se reconnaissent (« plébiscite de tous les jours ») dans le résultat « hexagonal » d'aujourd'hui. On a tenté des lieux de mémoire dans d'autres nations, sans pouvoir reproduire la compacité du modèle français, soit que les lieux de mémoire convergent tous vers un abîme qui aspire le passé, le présent et même l'avenir (par exemple le national-socialisme pour l'Allemagne), soit qu'ils ne peuvent prétendre à la durée, à la compacité et à l'ambition universaliste du modèle français. On a également tenté des lieux de mémoire européens, sans davantage pouvoir convaincre, tant l'histoire reste un domaine « national » dans la conscience des populations concernées : l'Europe a autant de visages qu'il y a de nations européennes et très certainement bien davantage. Une possibilité est d'objectiver l'approche de l'Europe en tentant, non sans volontarisme, comme dans l'ouvrage dirigé par Etienne François (co-directeur des Lieux de mémoire allemands) et Thomas Serrier, de postuler une subjectivité « européenne » propre à la population unie du continent : « Notre Europe ». Il est impossible ici de rendre compte en détail de bien plus de cent entrées. On constatera simplement que « notre » Europe reste une juxtaposition de points de vue, orientés sans doute par la ligne éditoriale, et rangés en trois grandes parties (« présences du passé », « les Europe », « mémoires-monde »). Certains textes peuvent être interrogés : la Première Guerre mondiale, certes meurtrière, est-elle le « suicide de l'Europe » auquel, dit l'auteur, un peu à la manière du petit Gibus, les acteurs auraient renoncé s'ils avaient su ? N'est-elle pas plutôt celle qui a fait naître l'Europe que nous connaissons, revenue quasiment telle quelle après 1989-1991, et qui inspire ce genre d'ouvrage ? Le national-socialisme, un phénomène européen ? Une entrée, où Oswald Mosley, chef en 1936 de la *British Union of Fascists and National Socialists*, n'est même pas cité, et dont la vision « européenne » du phénomène est aujourd'hui même contredite par une évidence, à savoir que les nationalismes, même quand ils

coopèrent contre les démocraties et qu'ils atteignent un stade paroxystique de racisme et d'antisémitisme, ne sont pas par définition internationalistes. Une autre entrée « décadence », où le bien connu phénomène intellectuel et littéraire européen de la fin du XIX^e siècle n'est même pas cité... Pas d'entrée « Union européenne » - pourtant si « notre Europe », même partielle, a un destin partagé, c'est bien celui-là... mais une curieuse entrée « Bruxelles, ou la sortie de l'histoire » qui se conclut par cette phrase tout de même banale : « ... l'histoire n'est pas finie, et on ne sort jamais de l'histoire ». Bref, un ouvrage forcément inégal, écrit par des auteurs français et dans une moindre mesure allemands, anglo-saxons, italiens, polonais, etc. On regrette d'ailleurs l'absence d'un index des noms cités et d'une liste des auteurs. Une liste (ici les auteurs sont très majoritairement français) et des index auxquels l'*Encyclopédie historique* ajoute un index très utile des sujets traités. L'ouvrage, encore plus long que le premier, mais sans doute plus complet et plus rigoureux, est construit de manière quasiment chronologique (une approche dont nos didacticiens de l'histoire ministériels devraient s'inspirer...) : « fondements et permanences », « L'Europe médiévale. Naissance et renaissance des Europe », « L'Europe des guerres, des réformes et des Lumières », « L'Europe des discordances depuis la fin du XVIII^e siècle », pas d'entrée « Union européenne », mais des entrées « Fédéralistes européens » et « Pères fondateurs de l'Europe » (on y trouve Jacques Delors)... Pas d'entrée « Beatles » ou « John Lennon », mais une entrée « Hollywood » et dans le premier ouvrage une entrée « Swinging London » (mais les Beatles, succès européen s'il en est !, c'est plutôt Liverpool...)... L'entrée « nazisme » de Jean Solchany, pour reprendre une entrée commune avec le premier ouvrage, dit et dit bien l'essentiel sur ce mélange atroce de nationalisme, de racisme et d'expansionnisme. En revanche, Clemenceau n'est nommé qu'une fois (à propos de banque centrale) dans ces milliers de pages et la Première Guerre mondiale reste le « grand suicide » convenu où seul Woodrow Wilson apparaît parmi les « faiseurs de paix ». Deux ouvrages différents, l'un qui tente de postuler « notre Europe », sans convaincre, l'autre qui fait le point sur l'histoire de notre continent à partir des connaissances historiques d'universitaires surtout français. On sera mieux renseigné dans le second, nous semble-t-il, même si l'on y déplore une vision un peu courte du passé récent, du présent et des grands problèmes actuels de notre continent concernant son organisation et les défis qu'il doit relever. Comme a dit Karl Marx, l'histoire universelle n'a qu'une méthode qui consiste à répondre aux anciennes questions en les remplaçant par de nouvelles. Nous avons, surtout dans le deuxième volume, les réponses actuelles aux anciennes questions, mais les nouvelles questions n'apparaissent guère. Et ce sont elles qui nous occupent le plus en ce moment : l'Union européenne saura-t-elle relever les défis économique, social, climatique, militaire, migratoire ? Qui ou quoi d'autre, si ce n'est pas elle qui s'attelle à cette tâche dans les territoires concernés ? Lorsque Boris Johnson ne cesse de répéter que la volonté du parlement britannique de passer un accord de sortie du Royaume-Uni avec l'Union européenne n'est qu'un « acte de reddition » (*surrender act*), ne dit-il pas que l'Union européenne, qui réunit des nations très variées, commence à représenter quelque chose de compact ? Cela méritait une entrée, et même davantage, par exemple sur l'attitude des médias dans les différents pays face à l'Union européenne et la construction d'une mémoire européenne. François GENTON.